



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Approvisionnement sans frontière

Fin octobre, le Conseil fédéral faisait le point sur la politique agricole actuelle et les perspectives futures. Lors de cette séance, il a annoncé qu'il lancerait un contre-projet direct à l'initiative de l'Union Suisse des Paysans «sécurité alimentaire». Le texte de l'USP, rédigée en «termes généraux» a permis à Schneider Ammann de s'engouffrer dans la brèche. Car si l'USP souhaite encourager la production locale pour approvisionner la population sans aborder le commerce international, Schneider Ammann -en grand gourou du libre échange- envisage d'utiliser le marché mondial comme s'il se trouvait dans un grand magasin avec un méga caddie. Il ne suggère pas moins que de faire un rating afin de «trier sur le volet» les pays dignes de nous alimenter. Ainsi il renforce la tendance actuelle des échanges commerciaux internationaux: une croissance nette confirmée par le rapport agricole 2014. Les importations ont augmenté de 37% en 10 ans et les exportations de 53%. Et à qui bénéficie ce chassé-croisé de camions, de cargos, de trains ou d'avions? A vous, familles paysannes? Aux consommateurs? A l'environnement? L'augmentation des exportations est due pour près de 40% au café et pour 30% aux limonades sucrées... Si les exportations de fromages ont augmenté de 20%, les importations de ce produit ont cru de 40%. Le reste de l'augmentation des importations est dû au vin, aux produits de boulangerie et au café.

Evidemment, personne n'imagine, que ce soit l'Union Suisse des Paysans, Uniterre ou le Conseil fédéral, que la Suisse est en mesure de vivre en autarcie. Personne n'a cet objectif en tête. Mais il serait tout de même bon d'essayer d'inverser la tendance et de faire bien, mieux et plus chez nous avant de commencer par faire un casting des pays potentiellement acceptables pour nos papilles.

Voilà pourquoi l'initiative d'Uniterre



est indispensable. Pour celles et ceux qui pensaient que le tour de chauffe de l'USP serait suffisant pour réorienter la politique agricole suisse et ouvrir les yeux du Conseil fédéral, la réponse est donc tombée. A nous de nous retrousser les manches, à mobiliser collègues et amis au delà du cercle d'Uniterre pour remettre une couche avec notre initiative. Elle a le mérite d'aller au delà de celle de l'USP et de faire pencher la balance «en faveur d'une agriculture de proximité, rémunératrice, respectueuse de l'environnement et proche des attentes de la population». D'ailleurs elle répond à une part des critiques du Conseil fédéral quant à l'initiative de l'USP. Nous parlons de la préservation des ressources naturelles et donc d'une agriculture adaptée au site, de la qualité des sols, de la création de valeur ajoutée pour le secteur primaire, du soutien au secteur en aval de la production dans les régions, de la valorisation des fourrages locaux etc. Là où nous divergeons complètement c'est sur cette vision «compétitive» (évidemment que sur le plan économique) de l'agriculture. Nous sommes également convaincus, contrairement au Conseil fédéral que les frontières doivent demeurer un instrument régulateur, ici comme ailleurs

et ne pas disparaître des outils à disposition des Etats pour maintenir et développer l'agriculture locale.

Si nous ajoutons à cela les propos lénifiant de l'OFAG lors de la présentation du rapport agricole et sa fierté d'annoncer, selon ses estimations, une évolution positive du revenu du secteur agricole pour la 3^{ème} année consécutive, la coupe est pleine. Notre office de tutelle est-il suffisamment honnête pour prévenir que, depuis le relevé de statistiques, le prix du porc crève le plancher, que celui du lait a déjà entamé sa descente vertigineuse qui ne fera que s'accroître avec l'abandon des quotas laitiers dans une Europe en totale surproduction? Ou que le prix des céréales subit les conséquences croisées d'un paiement à la qualité et de la pression des importations exigées par les meuniers?

Notre initiative demande à l'Etat de créer les conditions cadres à la réalisation de prix équitables dans les filières. C'est la condition sine qua non d'une agriculture porteuse d'avenir pour les générations futures. Le projet agricole que nous présente l'OFAG sur un plateau est mort né! Parce que la résistance s'organise, ici comme ailleurs, comme le démontre les soutiens internationaux apportés à notre initiative.



Membres d'Uniterre

Producteurs de lait

Pages 2-3



Initiative

Nous soutenons!

Page 5



Antibiotiques

Quelles solutions?

Page 6



Femmes

et technologies...

Page 7

MEMBRE D'UNITERRE

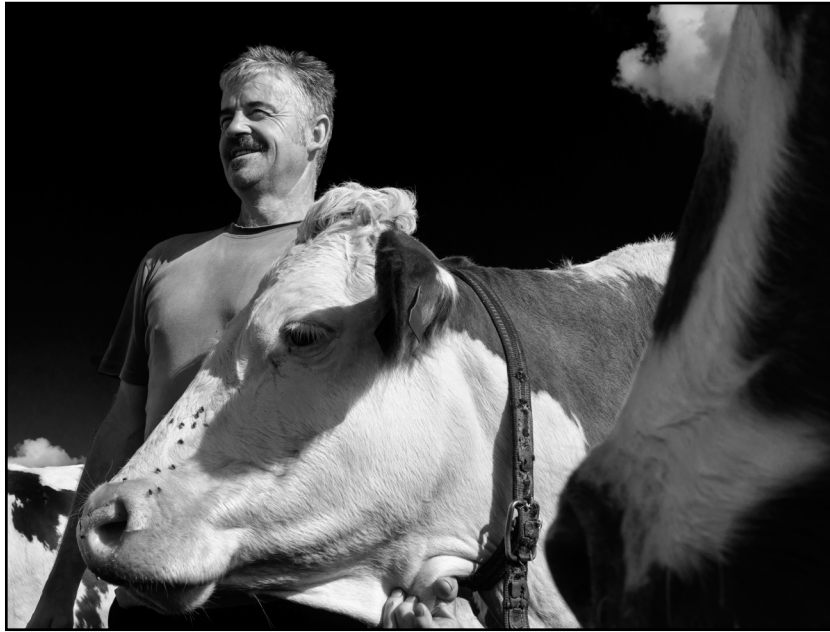
«Je ne supporte pas l'hypocrisie!»

Producteur de lait qui n'a pas la langue dans sa poche, André Muller s'inquiète pour l'avenir de la profession. L'Événement syndical, journal hebdomadaire d'Unia, l'a rencontré en octobre. Nous reproduisons ici l'article signé par Sonya Mermoud.

L'homme est un impulsif. Un fonceur qui n'hésite pas à exprimer le fond de sa pensée. Avec spontanéité et bonne humeur. Et s'il apprécie son travail, il se montre particulièrement critique sur l'évolution de la profession et un prix du litre de lait ridiculement bas. «Il y a vingt ans, on nous l'achetait 1 franc. Aujourd'hui, 56 centimes seulement», s'insurge André Muller, 59 ans, pestant tour à tour contre l'industrie et les distributeurs divers et une Union suisse des paysans (USP) qui «ne défend que sa place et son porte-monnaie». «L'USP et la Fédération suisse des producteurs de lait sont censés protéger nos intérêts. Nous leur versons pour cela 35 millions de francs par an. Mais ils se chargent surtout de la promotion. Quant à Coop et Migros, ils font la pluie et le beau temps. Et les slogans de proximité pour appâter les consommateurs – dans le genre “proche des gens” – permettent juste de mieux nous voler», affirme le quinquagénaire qui, révolté par cette situation, s'engage activement pour tenter de la contrer.

Péril en la demeure

Membre de la commission lait du syndicat Uniterre, le paysan participe ainsi à différentes actions servant sa cause. Boit du petit-lait quand il peut dire tout haut ce que ses pairs pensent tout bas même s'il déplore le manque de solidarité dans le milieu. Et se souvient avec bonheur de la grève du lait menée en 2008 qui s'était soldée par une légère augmentation du prix du litre avant de chuter à nouveau... Alors que ce dernier risque encore, selon lui, de descendre avec la libéralisation, en 2015, du liquide blanc dans l'UE. «Si on ouvre “la Ligne blanche” dans nos frontières, on est tous cuits. On perdra encore 30 centimes par litre. Aujourd'hui déjà, la Suisse importe du lait étranger. Comment autrement expliquer qu'avec 7'000 vaches en moins que l'an dernier, on comptabilise toujours plus de produits laitiers sur le marché»? Interroge André Muller, dénonçant une industrie qui se fournirait déjà à l'extérieur et qui proposerait ensuite, sur les étals, des produits transformés. «Que des dessous de table et du copinage en gros», résume, écœuré, André Muller, inquiet pour l'avenir. «Beaucoup de confrères ont déjà mis la clef sous le paillason. Sans compter les suicides et les divorces.» Et le paysan de marteler que le juste prix du lait ne devrait pas être inférieur à un franc le litre, comme le kilo de blé d'ailleurs. «Un montant qui paie nos frais de production. On



Pas d'amour vache entre André Muller et ses bêtes qualifiées d'affectueuses et toutes gratifiées d'un prénom.
Crédit Photo: ©Thierry Porchet

ne veut pas de subventions déguisées comme celles offertes, par exemple, pour faire des jachères, des prairies écologiques...».

Du beurre dans les épinards

Pour mettre un peu de beurre dans les épinards, André Muller – qui produit 120'000 litres de lait par an – en écoute aussi un peu au marché de Lausanne et alors au prix de 1,80 à 2 francs le litre. «Les clients sont d'accord de déboursier ce montant du moment où il nous revient. Je vends entre 80 et 100 litres à chaque fois», chiffre le paysan qui cumule les activités pour survivre. «Les subventions reçues couvrent 40% de mon revenu, le reste provient de la vente de ma production et de petits boulots annexes comme les paniers de fruits et légumes achetés par des particuliers.»

Propriétaire d'un domaine de 20 hectares, André Muller cultive de l'orge, blé, maïs et colza consacrés, à 80%, pour le fourrage et travaille d'arrache-pied pour maintenir son entreprise à flot. Levé aux aurores, terminant tard les journées, le Vaudois, marié et père de trois grands enfants, ne prend jamais de vacances. «Bien sûr, parfois, ça me manque mais en même temps je vis à la campagne. Regardez alentour comme c'est beau. Et je suis mon propre patron», sourit le paysan, habitant au Mont, à un jet de pierres de Lausanne et pourtant en pleine nature, heureux par ailleurs de consommer les fruits et légumes de son jardin ou des denrées de collègues.

A boulets rouges

«Au moins, je sais ce que je mange. 60% des cancers proviennent de la nourriture. Je n'utilise quasi pas de produits chimiques. Mes pommes et poires sont bio. Les arbres se défendent seuls mais bien sûr, si on les bourre d'antibiotiques, ils perdent de leur résistance». Et le militant du bien mangé au franc-parler, conseiller communal au Mont sans se réclamer toutefois d'un parti, de tirer à boulets rouges, pêle-mêle, sur les OGM, «un véritable poison», le tout-puissant Monsanto et sa politique infamante des semences et brevets, la spéculation sur les denrées alimentaires, les traités économiques signés avec la Chine, la mise en danger de notre terre nourricière, la disparition des abeilles liée à un usage abusif d'insecticides et pesticides... Irrité par le mensonge et l'hypocrisie, déplorant un monde paysan qualifié de «trop gentil et docile», rêvant qu'il restera néanmoins de ses représentants – «mais, tant que l'assiette est pleine, on ne prend pas vraiment conscience du problème» –, André Muller ne regrette pas pour autant le choix de son métier. «J'ai le bonheur d'être libre. Chez moi... Et en observant les vaches, on apprend beaucoup. En matière de simplicité. De gentillesse. Elles sont affectueuses. Je les aime, mes vaches», conclut le paysan propriétaire de 17 têtes de bétail, toutes gratifiées d'un prénom...

Sonya Mermoud
Article paru dans l'Événement syndical
n° 41 du 8 octobre 2014

«Il faut se préparer à sortir de nos fermes!»

André Muller est toujours aussi combatif et convaincu de la justesse de la lutte pour des prix équitables. Mais il est inquiet. «Le printemps prochain risque d'être chaud en Europe! Les prix dégringolent déjà et les quotas laitiers vont être supprimés alors qu'il y a déjà surproduction. Nous serons inévitablement touché par la situation européenne. Et vu l'attitude de Schneider Ammann qui semble préférer l'industrie et les distributeurs à l'agriculture, il serait encore tout à fait capable de profiter pour libéraliser la ligne blanche en plein chaos européen».

Alors que faire pour se préparer à ces échéances? Selon André, «il faut sortir des fermes, se retrouver autour d'une table, entre producteurs. Car c'est ensemble que nous pouvons trouver des solutions. Se morfondre sur son domaine ça n'a rien de bon. Rien de tel qu'une soirée à débattre des options qui s'offrent à nous. Et il faudra probablement remonter à Berne, en tous les cas aller dans la rue. Peut-être que les collègues attendent juste que quelqu'un ou une organisation se jette à l'eau pour suivre la dynamique».

Quelles sont les priorités? «Il faut absolument pouvoir gérer nos quantités en fonction des besoins et pour cela il nous faut des chiffres, de la transparence! C'est la moindre des choses. Il faut arrêter de croire qu'en agrandissant on va s'en sortir. Au final il faut les payer les investissements alors qu'actuellement chaque litre de lait nous coûte au lieu de nous rapporter! Il faut absolument se battre pour des prix équitables et arrêter de s'appuyer aussi lourdement sur les paiements directs. La tendance est à la baisse».

Quelles seraient les actions possibles pour mobiliser? «Peut-être faudrait-il à nouveau gagner le cœur de la population en allant à sa rencontre. Pourquoi ne pas organiser des actions de marchés publics en plein air dans plusieurs régions et fixer nos prix équitables. En détournant les grands distributeurs et débattre de ces questions avec les consommateurs directement? Les produits frais sont notre meilleure comm'». Et André de renchérir: «en tous les cas la grève du lait m'a ouvert les yeux, je ne regrette rien. Sans elle je ne serais pas aujourd'hui sur les marchés! Je suis sorti de ma ferme, j'ai rencontré les gens! Et je ne suis sûrement pas le seul à faire ce bilan».

Valentina Hemmeler Maïga

MEMBRES D'UNITERRE

«S'il faut maximiser quelque chose c'est le «sens» de notre travail pas la rentabilité»

Anita Triaca et Fabian Brandenberger, vivent et travaillent depuis bientôt 10 ans sur leur ferme de Dietikon. Parents de deux enfants et membres de la section zurichoise ils présentent leur projet de commercialisation de leur lait en coopérative.



Ferme

Après un été inoubliable à l'alpage en 2004 au Missox et la fondation de notre famille, nous avons décidé de rejoindre la ferme des parents d'Anita et d'y transformer au moins une partie de la production laitière en fromage et en yoghourt. Dans cette communauté d'exploitation entre générations, nous avons réussi à planifier et à réaliser (en 2007) une fromagerie fermière sans négliger notre vie familiale avec Elia (9 ans) et Sanna (8 ans).

Depuis 2011, nous dirigeons nous-mêmes cette exploitation diversifiée (lait et grandes cultures) de 30 ha. L'année même de la reprise, nous avons fait la reconversion en agriculture biologique. En 2013, nous avons déménagé le troupeau dans une nouvelle stabulation libre pour vaches laitières avec cornes. La fromagerie jouxte directement l'étable, donc, nous avons réussi à réduire la distance de transport du lait à un minimum.

Projet Q-Milch (prononcé «Kuhmilch»)

Le projet Q-Milch est la conséquence logique de notre philosophie. Nous nous engageons pour des produits équitables, régionaux, saisonniers et proches de la nature. Nous voulons que ce soient des denrées alimentaires qui poussent et croissent sur nos terres. Nous voulons maintenir, voire améliorer, la fertilité des sols pour les générations futures. Nous soignons la diversité afin d'améliorer la sécurité d'existence de la ferme, selon la devise: «il y a toujours quelque chose qui réussit».

Les vaches peuvent valoriser l'herbe et le foin et le transformer en lait, au lieu de bouffer des concentrés qui viennent du Brésil ou du Canada.

L'idée que notre lait soit en concurrence avec le lait de nos collègues, qu'il doive être corrélé à un quelconque prix mondial ou qu'Emmi «doive» commercialiser

du lait suisse dans le monde entier en écartant les produits indigènes de pays lointains nous paraît complètement insensé. S'il faut maximiser quoi que ce soit, c'est bien le «sens» de notre travail, pas la rentabilité.



Fabian dans la fromagerie de sa ferme.

Soutenus par Ortoloco et par d'autres projets d'agriculture contractuelle de proximité (ACP) et inspirés par les idées d'Uniterre, nous avons décidé de distribuer notre lait à une société coopérative au moyen d'un système d'abonnements avec des livraisons hebdomadaires de produits laitiers. Nous avons déjà formé une équipe qui se réunit une fois par mois pour entreprendre la réalisation de notre projet. Mais nous ne voulons pas le publiciser dans les médias avant la fondation de la coopérative. Nous avons déjà de nombreux intéressés qui reçoivent un bulletin d'information qui les met au courant sur l'avancement du projet. Récemment, nous avons organisé une soirée film «Andeer ist anders» dans notre étable avec une discussion sur la livraison du lait. C'était une très

belle soirée, marquée par une grande authenticité.

Esquisse du projet

Nous voulons réaliser le projet en coopérative. Les abonné-e-s auront des parts sociales et s'engageront à gérer l'emballage et la distribution selon nos instructions. Ceux qui souhaiteront approfondir leurs connaissances en matière de fromagerie artisanale, d'affinage du fromage ou de production de yoghourt, pourront faire un stage chez nous. Ils y gagneront le savoir-faire en échange du travail. Du reste, la distribution se déroulera comme dans les autres projets d'ACP avec des légumes.

Nous installerons des points de chute avec des frigos à proximité de nos partenaires. Les produits laitiers y seront livrés une fois par semaine. Une partie des produits sera choisie par les partenaires, l'autre partie sera gérée par le fromager. Cette dernière servira de marge pour amortir les surprises dues à la saison. Un abonnement équivaudra à 10 litres de lait frais/semaine. Voici un exemple: 2 litres de lait frais, 2 x 250 ml de yoghourt aux fruits, 2,5 dl de crème, 1 Camembert, 150 g de fromage à pâte mi-dure, 150 g de fromage à pâte dure. Avec les produits à choix, les partenaires peuvent adapter leur livraison à leurs préférences individuelles. Qu'ils choisissent du lait, du fromage ou du yoghourt, cela ne change rien pour nous. Ce qui importe, c'est qu'ils s'engagent à l'avance de prendre 10 litres par semaine pendant une année. Ainsi, nous avons une garantie de livrer notre lait pendant toute la saison. Les coûts seront calculés de façon transparente



en incluant le prix du lait, le salaire du fromager/de la fromagère, les frais de fonctionnement, l'électricité, le conditionnement, les loyers... pour former le prix de l'abonnement.

L'idée de produire du lait pour des gens qui vivent près de chez nous et qui apprécient notre façon de travailler est un motivateur incroyable qui nous rapproche sans cesse de notre objectif.

Fabian Brandenberger

Visitez la ferme

sur le net

www.hofkaeserei-imbasi.ch

Contact:

Anita Triaca und
Fabian Brandenberger
Alte Kindhauserstrasse 3
8953 Dietikon
Tel. 043 317 87 53
info@imbasi.ch



VIE D'UNITERRE

Une semaine du goût bien assaisonnée

En plus des nombreuses activités organisées par et chez les producteurs, Marie-Eve Cardinal, épaulée par le secrétariat, a organisé une semaine de présence de votre syndicat à l'Espace Pôle Sud de Lausanne avec la participation de la section vaudoise.

La semaine était riche en événements dans cet espace socio-culturel convivial de l'Union syndicale vaudoise, niché au coeur du Flon et géré par une équipe d'animateurs plein d'énergie.

Les feux ont été lancés par la section vaudoise qui a organisé une raclette de soutien à Uniterre et inauguré une magnifique exposition de photos sur les luttes paysannes d'Uniterre agrémentée des témoignages des producteurs présents.

La soirée du samedi a été consacrée à un «ciné' action» qui consiste à projeter

un film, à en discuter puis de proposer une action concrète. Le film, «La Faim du Monde» était une bonne entrée en matière pour toucher la problématique de la nécessité de changer de cap dans les politiques agricoles locales et internationales. Comme action concrète, nous avons ainsi pu présenter l'initiative sur la souveraineté alimentaire à un public de curieux dont certains ont par la suite renforcé les rangs des personnes récoltant des signatures. La soirée a été clôturée par une fondue participative qui a rassemblé une trentaine de mangeurs autour de caquelons bien fournis.

Quelques jours plus tard, Pôle sud a accueilli une soirée-atelier autour de la thématique de l'accès à la terre qui a permis d'approfondir certains aspects avec des jeunes et des moins jeunes d'Uniterre qui ont apporté leurs éclairages. Un public nombreux a alimenté un débat riche d'attentes et d'espoirs sur les possibilités et les freins à l'installation. Confirmation que ce thème devrait rester au cœur des préoccupations et activités du syndicat.

Deux autres soirées ont complété ces activités co-organisées par Uniterre. L'une mise en place par Kokoppeli et



les Jardins du Flon autour des semences paysannes et la seconde par Longo maï.

Globalement, les organisateurs estiment que plus de 300 personnes se sont succédées aux différents événements et ont visité l'exposition de photographies.

Le bilan est donc positif même si l'investissement en temps pour Marie-Eve comme pour les animateurs de Pôle sud a été conséquent. D'ores et déjà, par un lien entre les stagiaires de

Pôle sud et ceux de l'Espace Noir de St Imier, un événement sur trois jours du 7 au 11 janvier est en préparation dans le Jura bernois.

Valentina Hemmeler Maïga

**Semaine du Goût 2015:
17-27 septembre.**

Renseignez-vous auprès d'Uniterre pour bénéficier d'une inscription gratuite!



Un budget agricole à conserver!

Courant octobre Uniterre a pris position sur les propositions du Conseil fédéral visant à réduire les sommes allouées au budget agricole. La réforme en cours requiert une stabilité budgétaire. Il a part ailleurs appelé les Parlementaires à ne pas jouer le budget agricole contre celui de la coopération au développement.

La réduction du budget agricole de la Confédération par rapport à 2014 et par rapport au crédit cadre, est de plus de 128 millions de francs. Cette baisse proposée par le Conseil fédéral est la conséquence de la mise en oeuvre du programme de consolidation et de réexamen des tâches, d'une coupe transversale sur l'ensemble des secteurs et de la répercussion du changement du système pour la mise aux enchères des importations de viande.

Les commissions des finances du National et du Conseil des Etats sont en partie entrées en matière sur les demandes des milieux agricoles visant à refuser ces réductions de moyens. Afin d'encourager les parlementaires de confirmer ces corrections lors de la prochaine session, Uniterre a écrit à plusieurs d'entre eux. L'argumentation est proche de celle de l'Union Suisse des Paysans avec une pondération quelque peu différenciée.

Selon Uniterre, ces réductions de budget seront difficilement supportables par un monde agricole qui vit, depuis l'entrée en vigueur de PA 2014-17, de

profondes mutations. Celles-ci concernent notamment le système des paiements directs entièrement remanié et de loin pas encore «digéré» par les familles paysannes qui ont dû procéder à de nombreuses adaptations. Par ailleurs, après une très brève «amélioration» du revenu paysan (qui se situe tout de même à 40% en dessous du salaire comparable!), l'avenir s'annonce plus que sombre: les prix du lait, du porc et des céréales ont déjà amorcé leur chute.

Si Uniterre peut tout à fait comprendre la nécessité d'une solidarité financière entre les différents départements et que les sacrifices, quand ils sont réellement nécessaires, doivent être partagés, l'agriculture n'est en ce moment pas en mesure d'absorber des réductions budgétaires. Ceci d'autant que le budget agricole est passé en 10 ans de 8% des dépenses de la Confédération à 5.4%.

Nous avons pour le surplus souligné qu'Uniterre ne souhaitait en aucun cas que le débat sur le budget soit piégé dans un combat entre les fonds alloués à la coopération au développement et ceux alloués à l'agriculture. En effet,

la Suisse est souvent citée en exemple pour ses programmes de développement, notamment situés dans les zones rurales. Les communautés paysannes doivent pouvoir s'auto-organiser et avoir des appuis sur certains aspects afin de rendre leurs conditions de vie meilleures, attractives pour les jeunes paysans qui sinon sont poussés à l'exode dans les grandes villes, voire au delà en Europe où ils finissent bien souvent comme employé-e-s agricoles dans les grandes exploitations intensives. Les problématiques de l'appauvrissement dans les zones rurales du sud, de la migration et de l'exploitation de travailleurs étrangers sont intrinsèquement liées. Si nous oeuvrons au sein de La Via Campesina pour l'émergence d'organisations paysannes au sud capables d'influer sur les politiques agricoles de leurs pays, nous espérons que la Suisse, via sa coopération au développement, puisse apporter un appui ponctuel et conséquent à certains programmes.

Nous avons également relevé que le changement du système d'importation de la viande ne justifiait pas des réductions

du budget puisque malgré des recettes en baisse et des dépenses à la hausse, la moyenne des années 2012/2013 montre cependant qu'il aurait néanmoins été possible de dégager un bénéfice net de 25 millions de francs environ.

Dans le détail nous avons par exemple refusé toute baisse liée aux paiements directs, à la sélection végétale ou animale ou aide à la production végétale. Pour cette dernière par exemple, le Conseil fédéral justifie sa baisse en affirmant que les hectares de grandes cultures sont en recul. Or nous estimons qu'il faut justement stopper net cette érosion en confirmant le choix du Parlement de verser des paiements directs spécifiques à la production fourragère indigène. L'Etat ne doit pas avoir une attitude de gestion du repli mais bien un comportement visionnaire ayant pour objectif de réduire notre dépendance aux importations de fourrages d'outre mer, nefastes pour nous, pour les familles paysannes du sud et pour l'environnement.

Valentina Hemmeler Maïga

INITIATIVE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Nous soutenons!



Le Mouvement National Paysan Indigène - Secrétaire Opératif de la CLOC (Coordination Latino-américaine des organisations paysannes) soutient ses collègues suisses afin qu'ils s'acheminent dans la voie de la reconnaissance politique de la souveraineté alimentaire, avec force légale nécessaire à sa propre population et à celle du monde. La souveraineté alimentaire représente le droit à décider quoi? comment? combien? d'aliments faut-il produire en accord avec ses propres caractéristiques territoriales, en respectant et en pensant aux générations futures. Miser sur la Souveraineté Alimentaire consiste à parier sur la vie paysanne, sur la valeur qu'elle représente pour les peuples: enracinement culturel, diversité, multi-disciplinarité, agro-écologie.

Deolinda Carrizo, Mouvement National Paysan Indigène, Secrétariat de la CLOC (Coordination Latino-américaine des organisations paysannes)



Notre lutte, basée sur des mobilisations citoyennes, se décline maintenant aussi dans le processus politique. En Indonésie également, nous avons pu obliger le Parlement de décréter la loi n°13 en 2013 qui a pour objectif de protéger et promouvoir les paysans. En 2012, nous avons également renouvelé notre loi sur l'alimentation et certains aspects du concept de souveraineté alimentaire ont été inclus. Il est très important d'inscrire la souveraineté alimentaire dans la Constitution suisse. Car la Constitution aura pour tâche de garantir les questions alimentaires pour la population suisse tout en préservant notre planète commune.

Henry Saragih, Président du Syndicat paysan indonésien SPI, ancien coordinateur général de La Via Campesina

HIVER = POSSIBILITÉS DE RECOLTES

L'hiver arrive et nous avons un peu plus de temps sur les fermes. Nous devons l'utiliser en nous unissant pour organiser des récoltes de signatures et en faisant des actions.

Si l'assemblée d'Uniterre a lancé l'initiative par un vote unanime, nous devons, nous paysannes et paysans, descendre dans les rues, sur les places et les marchés pour aller à la rencontre de la population. Plusieurs paysans qui ont des stands de marché réguliers mettent volontiers un espace à disposition, mais il faut l'appui d'une ou deux personnes pour la récolte car ils n'arrivent pas, en cas de forte affluence, à vendre et faire signer à la fois.

Nous organisons des soirées et des présentations de l'initiative dans les régions. Pour ce faire, nous avons besoin de vos propositions.

Nous invitons d'autres organisations et élargissons ainsi la base de discussion. Nous avons besoin de la participation de tous les membres, sympathisants et de soutien. N'hésitez pas à nous contacter ou contacter une personne dans votre canton. Pendant la «trêve hivernale», il nous faut un maximum de paysan-ne-s dans la rue.

Bureau: 021 601 74 67. Genève: Rudi Berli 078 707 78 83, Vaud: Charles-Bernard Bolay 079 409 14 42, Neuchâtel: Philippe Reichenbach, 079 640 89 63, Fribourg: Stéphane Mauron 026 655 16 27, Jura: Raymond Gétaz: 032 426 59 71, Valais: 079 418 77 85.

UN SITE, TOUTES LES INFOS
www.souverainete-alimentaire.ch

Le texte d'initiative, le comité d'initiative, la cinquantaine d'organisation qui soutiennent, l'argumentaire, les photos, et aussi:

Un agenda qui annonce les prochaines conférences publiques et surtout toutes les occasions ou les programmations confirmées pour faire des stands de récoltes de signatures.

Coup de chapeau!

Isabelle Hofmann participe activement à la récolte de signatures pour l'initiative dans le canton de Genève. Modiste de profession en Ville de Carouge, Isabelle -dit Zabo- est aussi une cueilleuse aux «Cueillettes de Landecy», projet d'agriculture contractuelle.



Zabo à droite avec Béatrice lors de la distribution de Tourne Rêve.

Isabelle, pourquoi soutenir cette initiative ?

Nous en avons parlé entre cueilleuses et proposé à Uniterre de venir en parler. Cette discussion, comme une seconde lors d'un apéro en plein champ m'ont motivée. Je suis une artisanne alors je suis sensible à tout ce qui peut déjouer l'industrie. J'adore les petites séries, la vente directe. Dans mon métier je choisis les tissus, je les assemble, je les transforme et je vends mon chapeau à quelqu'un dont je fais la connaissance, voire qui m'a fait une commande spéciale. Il n'y pas d'intermédiaires, pas d'emballages, nous sommes dans le contact. Alors l'initiative permet de faire un parallèle avec ma vie, ça me parle.

Comment as-tu prévu de récolter ?

Au delà de demander à mon petit cercle d'ami-e-s nous sommes surtout une équipe d'enfer au sein des cueillettes qui s'est lancé le défi de récolter 1'500 signatures et autant d'argent. Nous démarrons le samedi 22 novembre avec le marché de Carouge. Nous aurons des pancartes plastifiées que nous porterons autour du cou. Puis nous poursuivrons devant nos locaux de vote respectifs en Villes de Genève et Carouge et dans les communes environnantes le 30 novembre.

Prochaine étape: après avoir eu l'idée du Marché de Noël à Carouge, nous penchons plutôt pour 3 «dimanches ouverts» organisés à Carouge en décembre le 7, 14 et 21 décembre. Car

il y a pas mal de monde qui flâne, qui fait les boutiques sans pour autant être dans le même stress et la promiscuité du Marché de Noël. Nous pensons que les gens seront plus «disponibles» pour entrer en discussion.

Tu as aussi participé à la récolte de Tourne Rêve ?

Oui j'ai fait une des 4 demi-journées pendant lesquelles nous avons récolté plus de 680 signatures. Il faut dire que ce n'était pas très compliqué. Les gens étaient acquis, les seules questions posées étaient liées à en savoir plus sur le sujet. Nous espérons que les personnes présentes auront rempli au sein de leur famille la carte à 4 signatures glissée dans leur panier. Comme il y a 1500 familles, si chacune remplit sa carte, cela fait 6000 signatures! Ailleurs, dans des cercles de personnes moins sensibilisées, j'ai eu des personnes qui doutaient d'interdire les OGM ou de renoncer aux subventions à l'exportation par exemple.

As-tu des suggestions pour d'autres qui se lancent dans la récolte ?

Le faire en équipe, c'est super sympa. Participer à une rencontre préalable pour mieux connaître le sujet était pour moi important car j'aime bien connaître mon sujet. Je me convaincs et je suis encore plus motivée.

Propos recueillis par Valentina Hemmeler Maïga

NOUS EN PARLIIONS

Céréales au rabais

Dans le journal de septembre, nous évoquions l'année difficile pour les céréales en raison des pluies intenses. Nous affirmions qu'il fallait que les producteurs se serrent les coudes et ne bradent pas la marchandise. Une marge de manoeuvre conséquente existait pour que centres collecteurs et meuniers fassent au mieux avec la récolte en mettant en avant leur savoir faire. Nous prévenions que les importateurs allaient bien vite se lever pour réclamer des importations «de qualité» qui inévitablement pèseraient sur le prix indigène. Pas plus de deux semaines plus tard, la branche réussissait à faire augmenter de manière conséquente les importations. Ceci sans pour autant pouvoir garantir que la qualité des importations sera supérieure à celle des céréales déclassées.

Voici que quelques semaines plus tard, après l'annonce des patrons boulangers d'une augmentation prochaine du prix du pain (en raison soit disant de la hausse du prix de la matière première), la Fédération des producteurs de céréales faisaient un communiqué dénonçant la communication des boulangers. C'est à saluer. Elle rappelle que la farine ne pèse que pour environ 15% sur le prix du pain et que le blé, lui, ne représente que 6 à 8% du prix final. Mais surtout, la FSPC encourage à une utilisation plus souple des farines, à une adaptation des

processus de transformation à la qualité de la récolte. Et d'appeler la filière à une responsabilité partagée pour valoriser à un prix juste les céréales indigènes. Elle ajoute que le paiement à la production devrait être basé sur la valeur réelle de la production et non seulement sur le «critère qualité».

Ce qui s'est passé cet automne dans le secteur des céréales panifiables est exemplaire de ce qu'il ne faudrait pas faire. Panique dans le secteur, céréales bradées, versées dans des digesteurs, centres collecteurs réticents à prendre la marchandise, déclassement. En passant par des importations massives exigées par les meuniers. S'en suivent des choix des boulangers tels que l'utilisation de farines importées ou l'ajout de gluten qui renchérisse le prix de la farine. Au final des producteurs doublement pénalisés: par des prix au rabais, par la non reprise de leurs céréales.

La FSPC appelle à l'avenir à valoriser le savoir-faire dans la filière. Espérons qu'elle soit entendue par les autres maillons de la chaîne et que la gabgie 2014 ne se reproduise pas. Mais le plus sûr serait de s'engager avec courage pour faire passer l'initiative d'Uniterre qui, par son texte, répond aux problématiques soulevées plus haut.

Valentina Hemmeler Maïga

LETTRE DE LECTEUR

Quel type d'agriculture?

Le problème de la résistance aux antibiotiques dans la santé humaine, qui semble condamner les agriculteurs et leur manière de produire de façon industrielle doit également nous interroger en tant que consommateurs sur la façon de nous nourrir.

La production industrielle de nourriture à moindre coût a été initiée avec le soutien de la recherche, financée par de l'argent public ainsi que par des grands groupes industriels nationaux et internationaux afin de standardiser les produits pour en réduire les coûts de production. Ce type de pratiques se retrouvent dans toutes les filières de production, à plus ou moins grande échelle.

Le problème des résistances aux antibiotiques aujourd'hui vient du fait que pour maintenir un niveau sanitaire le plus haut possible dans les élevages industriels, l'emploi des antibiotiques est récurrent. Les résistances s'installent dans les élevages, obligeant les firmes à

développer des nouveaux antibiotiques.

Ce qui doit nous interpeller en tant que citoyen et consommateur aujourd'hui est de savoir quel type d'agriculture nous voulons en sachant que si nous rejetons la production industrielle au profit d'une agriculture artisanale et familiale telle qu'Uniterre la propose, cela nous permettra de réduire l'emploi des antibiotiques dans les élevages car cela privilégiera des structures à taille humaine. Mais cela a un coût et nécessite une réforme profonde du système auquel tout le monde doit contribuer.

Pour terminer il faut se rappeler que tout humain a besoin de 3 repas quotidiens et qu'il doit se demander s'il veut privilégier sa santé par une alimentation produite sainement ou choisir des produits industriels peut être meilleur marché, mais produits dans des conditions pas toujours contrôlables et aux provenances souvent nébuleuses.

Charles-Bernard Bolay

Les germes font de la résistance

Mi-novembre, une «nouvelle» actualité semble emparer les médias: la problématique de l'abus d'utilisation d'antibiotiques provoquant toujours plus de résistance et n'étant plus en mesure de répondre à de supergermes. Coup sur coup, le «Matin Dimanche» et l'émission 36.9 de la RTS traitent des bactéries pathogènes provenant notamment des élevages porcins, mais aussi de volailles ou de veaux. Ils révèlent que ces bactéries passent aisément de l'animal à l'humain et touchent ensuite les hôpitaux qui ne sont plus en mesure de soigner certains patients. Ainsi, dans certains pays, les éleveurs ou les vétérinaires, considérés comme groupes à risque sont mis en quarantaine lorsqu'ils se rendent à l'hôpital pour éviter de contaminer d'autres patients.

Or, en Suisse également, un pourcentage très important d'élevages seraient touchés par ces bactéries. Le Matin Dimanche évoque une extrapolation qui confirmerait que 70% des porcheries contiendraient des MRSA.

En avril 2012, Uniterre rendait déjà les médias attentifs à cette problématique de bactéries multirésistantes en rebondissant sur une émission de «Rundschau». En collaboration avec le groupe de réflexion sur la souveraineté alimentaire, un projet de médecine vétérinaire et l'association des consommateurs du nord-ouest de la Suisse, la section Zurich-Winterthur organisait un point presse. Les cas de résistances BLSE ne cessaient de croître aux Hôpitaux de Bâle ou Zurich (les cas étant passés de 30 à 161 entre 2006 et 2011).

Ces résistances concernent toute la chaîne alimentaire et tout ce qu'y rapporte: agriculture, animaux, sol, eau, paysans, employés agricoles, transformateurs, consommateurs et finalement les patients dans les hôpitaux.

Et pour le surplus, la commission

fédérale d'experts en sécurité biologique va jusqu'à suggérer l'abandon total des antibiotiques dans les élevages. Ce qui paraît pour le moins peu réaliste si rien n'est fait concernant les importations de viande mais aussi de poussins d'un jour par exemple. Comme mesures complémentaires elle suggère le besoin de sélectionner des races plus robustes, d'avoir des modes de détention des animaux favorisant la santé animale et de réduire au maximum le mélange des troupeaux. Pour soutenir les producteurs, un label serait mis en place et octroyé aux élevages libres de germes résistants.

Ne pas condamner mais agir!

Aujourd'hui il ne s'agit pas de pointer du doigt les éleveurs, les vétérinaires, ou les consommateurs cherchant à obtenir des produits bon marché. Il faut se poser la question de comment nous en sommes arrivés là. N'est-ce pas le système industrialisé, au service du «moins cher possible» qui a entraîné les dérives de notre filière? Alors quand certains décideurs continuent à pousser à toujours plus de «compétitivité», nous répondons: à quel prix? La nature nous a clairement envoyé un signal, sachons réagir dans le cadre d'un débat sociétal apaisé, réfléchi et à l'affût de solutions et non de condamnations. Si nous prenons les devants dans ce débat en tant qu'éleveurs et éleveuses, nous sommes à même de participer à la création de solutions réalisables et efficaces plutôt que de nous en faire imposer qui ne correspondraient en rien aux réalités sur le terrain. De plus cela nous permettrait dans l'optimal de ne pas détacher le débat sur les antibiotiques du coeur du mal. Car, comme le dit Jean Ziegler, «ce n'est pas l'individu qu'il faut consommer mais bien la violence structurelle du système».

Valentina Hemmeler Maïga



FEMMES

Maria Mies: Le village et le monde (partie 2/4)

Dans la commission paysannes/femmes d'Uniterre, nous avons lu le livre *Das Dorf und die Welt* de Maria Mies. Dans l'édition précédente de ce journal, nous avons publié des extraits de ce livre. À travers la narration de l'histoire de Maria Mies, nous découvrons l'histoire du mouvement des femmes. Certains combats ont été menés à terme, tandis que d'autres requièrent toujours et encore de nouvelles luttes.

Femmes contre les technologies de reproduction et du génie génétique

Voici quelques extraits du chapitre 11 qui aborde des sujets dont on ne parle plus ou dont le débat a connu des changements profonds au cours du temps. Aujourd'hui, les découvertes de l'époque, abordées alors de façon très critique, sont déjà presque inscrites dans la normalité. Maria Mies écrit qu'il y avait toujours un fil rouge dans sa vie: «Un fil qui, parfois, s'est accroché ici ou là, selon les exigences de la situation. Parfois, le fil m'amène aussi à faire des détours, voire à revenir en arrière pour m'occuper de dossiers que je croyais «clos». [...] «Contre toutes les oppressions en même temps», indiquait le slogan qu'utilisaient les féministes du monde entier pour exprimer cette logique. En 1985, lorsque les féministes ont lancé une campagne internationale contre les technologies de reproduction et du génie génétique, j'ai repris conscience de cette diversité. Pour moi, ce mouvement avait déjà commencé en 1984, à la conférence internationale d'études sur les femmes à Groningen (PB), où quelques femmes avaient présenté les «réussites» de la technologie de reproduction, soit la création de la vie humaine dans une éprouvette. Le premier bébé-éprouvette, Louise Brown, a été créé en 1989. Renate Klein, Jalna Hammer, Gena Corea et d'autres en ont tiré la conclusion logique: cette invention était une nouvelle forme d'expropriation, puisque les femmes en perdaient leur statut de procréatrices. La découverte de la double hélice d'ADN, cette structure de base du code génétique de la vie, permettait dorénavant de fabriquer les enfants en dehors de l'utérus féminin. Cette découverte était célébrée comme une un don du ciel, puisqu'elle permettait aux parents stériles d'avoir un enfant. Mais nous avions peur que cette technologie n'ouvre la porte à la production humaine industrielle et commerciale. Une bio-industrie qui considérerait les femmes comme simples fournisseuses de matière première, d'ovules et d'utérus, comme «mères porteuses». À Groningen, la journaliste américaine Gena Corea parlait de la «prostitution reproductive». Jusque-là, les femmes avaient vendu ou loué leur vagin en tant que prostituées. Dorénavant, elles allaient également vendre ou louer leur utérus ou d'autres éléments servant à la reproduction. Elle racontait également que la technologie avait été testée sur des vaches. Non pas pour permettre

aux vétérinaires de donner un veau aux vaches stériles, mais pour obtenir une descendance plus nombreuse de certaines vaches. Il s'agissait d'une augmentation de la production, simple et capitaliste. Les nouvelles technologies de la reproduction pouvaient facilement se passer des cycles naturels. Gena Corea disait à ce propos: «D'abord la vache et après, toi!».



Permettez-moi de faire une petite comparaison: l'implantation, d'abord expérimentale de puces électroniques aux animaux de compagnie a abouti à l'utilisation de cette technologie chez l'homme. Selon le Spiegel online, de plus en plus de personnes se font implanter des puces de leur plein gré. En Angleterre, les prisonniers se font pucer en masse, puisque les prisons sont surpeuplées. Le bracelet électronique n'était donc qu'une version antérieure à la puce électronique. À mon avis, beaucoup de ces innovations qu'on nous vend comme des améliorations serviront à créer un système de surveillance de toutes nos données personnelles.

L'effet de la résistance

Par la suite, les femmes ont organisé un deuxième congrès international à ce sujet en Suède. Maria Mies: «La conférence attirait beaucoup de femmes, la thématique rassemblait les femmes du monde entier. J'y faisais un exposé: «Why do we need all this / pourquoi avons-nous besoin de tout cela?». Je ne comprenais pas – et je ne comprends toujours pas – pourquoi il fallait résoudre un problème qui existe depuis la nuit des temps, soit l'incapacité à procréer, par des moyens technologiques. Depuis toujours, l'homme a trouvé des solutions sociales pour surmonter ce problème de façon créative». La conférence a donné lieu à des débats multiples et nous avons

créé un réseau important qui a abouti à d'autres conférences.

Maria Mies: «Indépendamment du succès de notre mouvement, il était indéniable que la communauté scientifique, les médias de masse et la politique (à part les Verts) nous ignoraient totalement. Pour ces gens-là, nous n'étions pas à prendre au sérieux sur le plan scientifique. D'abord, parce que nous ne respectons pas les règles de la soi-disant science objective, et ensuite, parce que nous étions des femmes. À l'époque, les actions des femmes étaient considérées par principe comme préjudiciées, émotives et donc subjectives. Nos opinions ne pouvaient pas se fonder sur des données scientifiques. [...] Nous avons refusé de participer aux nombreuses discussions publiques «pour ou contre la technologie génétique». Nous avons une position claire et argumentée CONTRE ces technologies. Dans les archives sur le génie génétique, notre résistance est décrite comme suit:

«Lorsqu'on affirme que la technique est aujourd'hui capable de réaliser tout ce qu'on veut, lorsque la science naturelle n'est plus remise en question et que le possible devient obligatoire, alors il devient indispensable d'introduire des mécanismes qui permettent de justifier ces obligations et de faire taire les opposant-e-s. Ce nouveau mécanisme s'appelle éthique: l'éthique qui s'arroge le droit de différencier de façon scientifique entre ce qui est bien et ce qui est mal... l'éthique régleme les innovations qui s'imposent».

Dans ce chapitre 11, Maria Mies nous présente des sujets difficiles. Elle nous amène à remettre en question les arguments qu'on nous sert aujourd'hui pour forcer la porte au génie génétique, au brevetage, à la technologie de reproduction. Il est bien que notre initiative

pour la souveraineté alimentaire se prononce avec autant de clarté pour l'autodétermination et contre le génie génétique.

Ulrike Minkner

Nos rencontres sont ouvertes à toutes les femmes. Prochaine rencontre: 19.1.2015, 12 h, restaurant Bioland, Olten.

Contact Ulrike Minkner: u.minkner@uniterre.ch (de/fr)

Cet espace aurait pu être pour vous!

Placez une publicité dans le journal d'Uniterre

Renseignez-vous!

INITIATIVE-GENEVE

RECOLTE DE SIGNATURES COMMUNE UNITERRE-LES VERTS GENEVOIS LORS DE LA COURSE DE L'ESCALADE:

SAMEDI 6 DECEMBRE 9h30-13h

RDV: Devant les grilles du Parc des Bastions, côté Place Neuve

CONTACTS :
Rudi Berli:
078 707 78 83
Delphine Klopfenstein
076 445 61 06

Assemblée sections VAUD et FRIBOURG Uniterre

Jeuudi 11 décembre 2014, 20h
Café le Tempo, quai de la Thielle 3, Yverdon
(5 min à pied du P+R de la gare)

Ordre du jour:

1. Projet de lait équitable: quelles conditions pour démarrer?
2. Situation du marché du lait suisse et international avec la présence de Marc Benoit, Président de Prolait
3. Initiative souveraineté alimentaire: perspectives de récoltes sur Fribourg et Vaud. Alliances construites, matériel, dates et personnes clés
4. Divers

VENEZ NOMBREUSES ET NOMBREUX

AGROECOLOGIE

Témoignage sur une rencontre à St Jacques de Compostelle

La troisième rencontre européenne Grundtvig autour de l'agroécologie s'est tenue fin septembre. Uniterre participe à ces rencontres d'échanges et de formations de paysans à paysans. Cette fois-ci, c'est Christian Bovigny qui était du voyage. Voici son témoignage.

La réunion en Galice était une belle expérience tant au niveau des thèmes discutés, des projets présentés ou visités que des rencontres. J'ai beaucoup apprécié la volonté affichée au début du séminaire de ne pas lutter contre les gros, mais de mettre l'énergie pour construire une autre agriculture et un autre système de consommation avec une paysannerie de proximité. La traduction était également très efficace et l'hébergement à la fois chaleureux, simple et professionnel.

Les Galiciens et les Basques semblent être très actifs dans les projets de développement d'agriculture proche des consommateurs. D'ailleurs nous devrions plutôt dire les Galiciennes car ce sont surtout les femmes qui sont actives dans ces démarches.

Lors de ces quelques journées de rencontres européennes, deux projets ont particulièrement retenu mon attention.

Le premier est situé au Pays Basque où des systèmes d'agriculture contractuelle ont été mis en place avec une formation obligatoire pour les consommateurs. La communication via internet a été limitée pour contraindre les gens à passer par la formation. Celle-ci vise à la fois



Antonio Carral Sucasas présente son exploitation laitière bio avec vente directe de lait cru.

à faire comprendre les tenants et les aboutissants du système et à faire une réflexion sur sa manière de consommer en lien avec le type d'agriculture qui en découle.

Le second se trouve aux environs de Santiago de Compostelle où nous avons visité un producteur de lait qui a révolutionné son système de production et de commercialisation. Il produit du lait bio avec des vaches à production très modestes; 3'000 à 3'500 kg par vache et par an. Il a réduit de moitié son volume de production. Les vaches portent des cornes et sont en stabulation libre. Elles ont contact avec leur veau après la naissance sans pour autant les allaiter. La totalité du lait est vendu en direct, la plupart comme lait cru. Il distribue des box isolés contenant 13 ou 14 bouteilles de 1 litre dans tout l'Espagne et même jusqu'aux Iles Baléares. Le lait

est facturé au consommateur, 1.60 euro le litre plus le coût d'acheminement. Les gens commandent sur internet. Il s'agit beaucoup de personnes qui suivent le régime paléolithique. Cela a été un grand changement pour lui et le chemin a été long et compliqué. Il est le seul en producteur bio loin à la ronde, a-t-il affirmé. Tout en ajoutant : «Mais maintenant, je n'ai plus de dettes!»

Christian Bovigny

NEWSLETTER

Vous ne recevez pas encore la newsletter d'Uniterre?
www.uniterre.ch, puis
Inscription dans la colonne de gauche, cadre jaune!

AGENDA

- Récoltes de signatures!**
Marchés de Noël Longo maï
2 décembre, Vevey (9h-18h), Grande place,
3 décembre, Renens (9h-18h), place du marché,
4 décembre, Martigny (8h-12h), Av. de la Gare,
5 décembre, Sion (8h-14h), Rue de Lausanne,
10 et 11 décembre, Lausanne (9h-19h), place de la Riponne,
17 et 18 décembre, Genève (9h30-19h) Ilôt 13, rue de Montbrillant
14, 19 décembre, Genève (9h-18h), Ferme de Budé, ch. Moïse Duboule 2,
23 et 24 décembre (9h30-17h30), rue du Temple Neuf
Contacter Max: 078 963 94 65

Stand ROC-Fribourg,
Marché St Nicolas, 6 décembre, 16h30-19h30

Course de l'Escalade, Genève
6 décembre, 9h30-13h00

Dimanches ouverts, Carouge
7, 14, 21 décembre, rdv 31 rue St Joseph

ROC-Fribourg
20 décembre, Gare CFF 9h30-11h30

Espace Noir, St Imier
7-11 janvier 2014

Animations, soirées, films, musique autour de l'agriculture, l'alimentation, les alternatives, les résistances.

9 janvier, journée spéciale souveraineté alimentaire. Exposition photos des luttes paysannes d'Uniterre.

www.uniterre.ch => agenda



Bouteilles et box isotherme pour le conditionnement et la distribution du lait.



Uniterre utilise les logiciels Crésus. Et vous ?
Crésus Comptabilité, Crésus Salaires et Crésus Facturation : le trio gagnant

www.cresus.ch